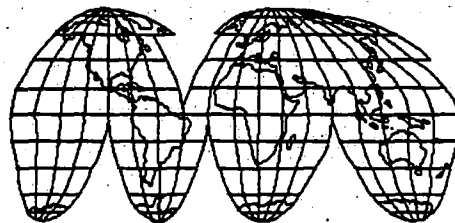


**Le commerce et
la politique étrangère
cette semaine**

**This Week
in Trade and
Foreign Policy**

du 6 au 13 janvier 1994



COMMUNIQUÉS :

M. McLaren se réjouit de la décision américaine sur le bois d'oeuvre

Le 6 janvier, 1994 n° 2

L'honorable Roy McLaren, ministre du Commerce international, s'est dit heureux que le département du Commerce des États-Unis ait accepté la décision rendue le 17 décembre dernier par le groupe spécial sur le subventionnement, créé aux termes de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis (ALE). D'après le groupe spécial, le département du Commerce avait erré, selon la législation américaine, en voyant dans les régimes de droits de coupe des provinces et les restrictions à l'exportation de billes de la Colombie-Britannique des subventions donnant matière à des mesures compensatoires. «Nous avons franchi une étape importante vers le règlement final de ce différend de longue date, a déclaré M. McLaren. Il ne fait plus aucun doute que le département du Commerce devra mettre en vigueur la décision du groupe spécial et lever les droits compensateurs dans les meilleurs délais.» Les exportations canadiennes de bois d'oeuvre vers les États-Unis ont dépassé les 4 milliards en 1992, représentant à peu près 54 p. 100 de la production totale du Canada. La valeur du bois d'oeuvre canadien expédié aux États-Unis pourrait atteindre près de 6 milliards en 1993.

Les ministres annoncent la première série de réductions tarifaires accélérées sous le régime de l'ALENA

Le 6 janvier 1994, n° 1

Le ministre du Commerce international, M. Roy McLaren, et le ministre des Finances, M. Paul Martin, ont invité les parties intéressées à soumettre leurs propositions visant l'élimination accélérée de certains droits de douane en vertu de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA). Ils ont aussi demandé la présentation d'observations sur l'élimination accélérée des tarifs douaniers déjà réclamée par les industries des trois pays (voir la liste de produits ci-jointe). «Le succès de l'élimination accélérée des tarifs douaniers appliquée aux termes de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis (ALE) a incité les sociétés à proposer la réduction accélérée de certains droits de douane sous le régime de l'ALENA», a déclaré M. McLaren. Les trois séries de réductions tarifaires accélérées négociées aux termes de l'ALE ont permis d'éliminer quelque 9 milliards de dollars en droits bilatéraux.

DU MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA :

Le Canada lancera une émission d'euro-effets de 2 milliards de dollars américains

Le 12 janvier 1994, n° 94-005

Le ministre des Finances, M. Paul Martin, a annoncé le lancement d'une émission à cinq ans d'euro-effets à taux variable de 2 milliards de dollars sur l'euromarché américain. Cette opération vise à diversifier les sources de financement en dollars américains de la réserve de devises du Canada, soit le compte du Fonds des changes. Elle ne servira pas à financer les opérations du gouvernement, lesquelles sont exclusivement financées en dollars canadiens. Le produit de l'émission sera affecté au remboursement des engagements en devises qui ont cours; il n'aura pas pour effet de hausser le niveau des réserves. Cette opération n'augmentera pas la dette globale du Canada. Le marché des euro-effets à taux variable est une source de financement moins onéreuse que d'autres sources de financement en devises américaines du gouvernement canadien.

Documents d'information portant sur les défis économiques et les recettes de l'État

Le 11 janvier 1994, n° 94-004

Le ministère des Finances a publié deux documents d'information – *Les défis économiques du Canada et Les recettes publiques au Canada* – qui renseignent factuellement les Canadiens et les Canadiennes sur la situation économique et financière de la nation. Ils font suite à l'engagement pris par le ministre des Finances, Paul Martin, en novembre dernier de fournir des renseignements de base sur des questions importantes pour le processus de consultation pré-budgétaire. Des exemplaires sont disponibles au Centre de distribution, ministère des Finances, Ottawa (Ontario) K1A 0G5 (téléphone (613) 995-2855 ou bélinographe (613) 996-0518).

Clarification du règlement et des lignes directrices concernant l'établissement des prix de transfert

Le 7 janvier 1994, n° 94-003

Le ministre des Finances, M. Paul Martin, et le ministre du Revenu national, M. David Anderson, ont clarifié l'application du Règlement et des lignes directrices canadiennes relatives à l'établissement des prix de transfert entre sociétés membres d'un groupe international. Cette annonce a pour objet de dissiper les inquiétudes au sujet de l'application du règlement canadien à la lumière de règlements nouveaux aux États-Unis. Les sociétés membres d'un groupe international doivent déterminer les prix auxquels sont transférés des marchandises, des services ou des biens incorporels entre les entreprises du groupe qui sont situées dans différents pays, puis répartir les bénéfices entre les sociétés membres. Par ailleurs, les gouvernements exigent que ces prix de transfert soient établis conformément au «principe du prix de pleine concurrence» qui est admis à l'échelle internationale. Ce principe exige que les prix soient équivalents à ceux qu'établiraient des sociétés sans lien de dépendance.

STATISTIQUE CANADA (INDICATEUR ÉCONOMIQUE)

Enquête sur la population active, Le quotidien

Le 7 janvier 1994, Issn 0380-6103

Décembre 1993 :

L'Enquête sur la population active de décembre montre peu de variation de l'estimation désaisonnalisée de l'emploi, après une forte progression enregistrée en novembre. Le chômage a monté de 32 000 à 1 565 000, attribuable à une expansion de 39 000 de la population active. Le taux de chômage grimpe de 0,2 pour s'établir à 11,2, retournant au même niveau qu'en septembre. Pour la semaine qui s'est terminée le 11 décembre 1993, l'emploi a avancé de 7 000 pour atteindre 12 457 000. Même si l'emploi a peu varié dans l'ensemble, il a augmenté de 20 000 chez les hommes, ce qui porte à 57 000 les hausses enregistrées pendant les deux derniers mois. L'emploi a progressé de 24 000 en Ontario, annulant les légères baisses affichées en octobre et en novembre, tandis qu'il a fléchi de 3 000 au Nouveau-Brunswick et en Saskatchewan.

Moyennes annuelles : l'année 1993 en perspective

Chez les jeunes : Les personnes âgées de 15 à 24 ans ont continué à éprouver des difficultés sur le marché du travail. Le niveau des jeunes occupés à temps plein a diminué de 70 000 à 1 096 000 alors que celui des jeunes travaillant moins de 30 heures par semaine a progressé de 24 000. Le fait que le chômage n'a pas augmenté chez les jeunes est le résultat d'une forte diminution du leur taux d'activité.

Le niveau d'emploi chez les adultes masculins a augmenté de 100 000 à 5 760 000; 70 000 chez les travailleurs à temps plein et 30 000 chez les hommes travaillant à temps partiel. Le niveau de chômage chez les adultes masculins (645 000) a peu varié. Le nombre d'adultes masculins en chômage depuis plus d'un an s'est accru de 23 000 à 120 000. Cette hausse était la troisième d'affilée, amenant la croissance du nombre de chômeurs de longue durée à 85 000 depuis 1990.

L'emploi chez les femmes adultes a cru de 90 000 en 1993 à 4 681 000, soit 58 000 chez celles travaillant à temps plein et 32 000 chez celles travaillant à temps partiel. Le niveau de chômage chez les femmes adultes a cru de 27 000 pour atteindre 499 000. Le nombre d'adultes féminins en chômage depuis plus d'un an s'est accru à 67 000.

A VENIR :

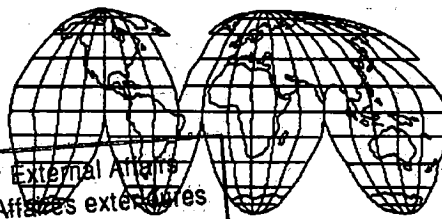
- 15 janvier 1994 : Conférence pré-budgétaire de Halifax (budget fédéral)
- 27-30 janvier : Symposium économique mondiale (Davos, Suisse)
- Mars 1994 : Assemblée annuelle de la Banque interaméricaine de développement (Guadalajara)
- 5-11 juin 1994 : Assemblée annuelle de l'Organisation des États américains (Belém, Brésil)

Si vous voulez des copies supplémentaires, veuillez communiquer avec Affaires étrangères et Commerce extérieur Canada au 944-4000 ou sans frais au 1-800-267-8376. «Le commerce et la politique étrangère cette semaine/This Week in Trade Policy» est préparé chaque semaine à la Direction générale des communications.



CA1
EA
T38
Jan 26
1994
Copy 1**This Week Le commerce et
in Trade and la politique étrangère
Foreign Policy cette semaine**

January 20-26, 1994

Dept. of External Affairs
Min. des Affaires étrangèresFEB 7 1994
FEVRETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY
RETOURNER A LA BIBLIOTHEQUE DU MINISTEREJanuary 24, 1994, No. 13**PRESS RELEASES:****Ouellet Calls on all Countries to Impose Total and Universal Sanctions on Haiti**

Foreign Affairs Minister André Ouellet called on all countries to follow Canada's example and impose sanctions recommended by the Organization of American States to make the embargo on Haiti total and universal. He also urged the international community to provide generous humanitarian assistance for Haiti's needy. At a bilateral meeting with Haitian President Jean-Bertrand Aristide on January 24, the Minister reaffirmed that Canada will pursue vigorously the restoration of democracy in Haiti, to ensure the President's safe return and the establishment of the rule of law. In his meeting with President Aristide, Mr. Ouellet announced an additional \$10.8 million in food aid and assistance to health and democratic development.

Ouellet Deplores Disturbances in LesothoJanuary 21, 1994, No. 12

Foreign Affairs Minister André Ouellet underscored Canada's support for the democratically elected government of Lesotho, and expressed concern over the breakdown of military discipline in the country. "The violent actions of a small group of soldiers should not be allowed to place Lesotho's recent return to democracy at risk. Canada supports the efforts of the Lesotho government to bring this crisis to a peaceful end," Mr. Ouellet said.

MacLaren and Tobin Welcome Change in France's Labelling Requirement for Canadian ScallopsJanuary 21, 1994, No. 11

The Honourable Roy MacLaren, Minister for International Trade, and the Honourable Brian Tobin, Minister of Fisheries and Oceans, welcomed France's latest decision concerning the labelling of Canadian scallops being sold in France. "We welcome the French decision, which will ensure that our exporters of scallops will not suffer from lower prices in the French market," Mr. MacLaren said. "But we will continue to press the French government to make this designation permanent."

Canadians Appointed to Roster for NAFTA Dispute Settlement PanelsJanuary 20, 1994, No. 10

International Trade Minister Roy MacLaren and Finance Minister Paul Martin announced the appointment of a roster of Canadians to serve as panelists for the binational dispute settlement mechanisms established under Chapter 19 of the North American Free Trade Agreement. This chapter provides for binding binational panel dispute settlement in antidumping and countervailing duty cases.

Secretary of State Stewart to Visit Mozambique, Botswana and South AfricaJanuary 20, 1994, No. 9

Foreign Affairs Minister André Ouellet announced that Secretary of State (Latin America and Africa) Christine Stewart will visit Mozambique, Botswana and South Africa January 24 to February 3, 1994. In Botswana, she will lead the Canadian delegation to the annual Consultative Conference of the Southern African Development Community (SADC). She will make a brief visit to Mozambique before and a more extended tour of South Africa after the SADC conference. "Mrs. Stewart's participation in this year's SADC conference and her visits to Mozambique and South Africa will underscore Canadian support for Southern Africa at a time of tremendous change and uncertainty," Mr. Ouellet said.

MacLaren to Lead Trade Mission to South AfricaJanuary 20, 1994, No. 8

The Honourable Roy MacLaren, Minister for International Trade, will lead a Canadian trade mission to South Africa, January 30 to February 3. This visit is the first by a Canadian cabinet minister and the first high-level business mission since Canada lifted trade and financial sanctions in September 1993. Mr. MacLaren's visit will highlight the strong potential for increased trade and investment between the two countries. He will be accompanied by representatives of Canadian companies from the manufacturing, high-technology and financial services sectors. "The abolition of apartheid and the adoption of a non-racial, democratic constitution have created a climate favourable for growth in new business between Canada and South Africa," Mr. MacLaren said. "Through this trade mission we will seek to ensure that Canadians are actively engaged in the economic expansion that will accompany these important reforms." Mr. MacLaren will be joined on February 1 by the Honourable Christine Stewart, Secretary of State (Latin America and Africa), and together they will meet leading figures from the South African government and democratic opposition.

MacLaren to Attend World Economic Forum in Davos, SwitzerlandJanuary 20, 1994, No. 7

The Honourable Roy MacLaren, Minister for International Trade, will attend the annual Symposium of the World Economic Forum (WEF) in Davos, Switzerland, January 27 to 30, 1994. Mr. MacLaren will be a panelist in the official session on the North American Free Trade Agreement and the European Community together with Sir Leon Brittan, Vice-President of the Commission of the European Community, U.S. Congressman Jim Kolbe, and Mexico's Secretary of Commerce and Industrial Development, Jaime Serra Puche. "I welcome the opportunity to meet world and regional economic leaders as well as executives of companies and organizations to exchange ideas on Canada's trade and economic relations with our trade partners. This is a particularly propitious time for such discussions in light of the positive world trade atmosphere created by the recently concluded Uruguay Round," the Minister said.

Haitian President Aristide to Visit Canada

January 20, 1994, No. 6

Foreign Affairs Minister André Ouellet announced that the President of Haiti, Jean-Bertrand Aristide, will visit Canada from January 24 to 29. "I look forward to President Aristide's visit to Canada. It will give us the opportunity to solicit his views on how Canada, in concert with the international community, can help drive forward Haiti's return to democracy and his reinstatement as President," Mr. Ouellet said.

STATEMENTS:

The Government's position on the broad question of the place of peacekeeping in Canada's foreign and defence policies is well-known. We are on record as stating we intend to "strengthen Canada's leadership role in international peacekeeping." In the upcoming foreign and defence policy reviews we will be examining a variety of ways in which this can be done, many of which were elaborated in the "Red Book." While all members of this House are, I am sure, familiar with the Red Book, an illustrative list of these ideas would include a re-examination of the notion of stand-by forces for peacekeeping, a look at the training of peacekeepers, and a look at our procurement policies.... Therefore, Mr. Speaker, I am pleased to table this motion, seconded by my colleague the Minister of National Defence, calling for a debate on peacekeeping. In particular the Government seeks the views of this House in two general areas: Canada's future in peacekeeping, and our future commitment to Bosnia.

From an Address by the Honourable André Ouellet, Minister of Foreign Affairs, at the Parliamentary Debate on Peacekeeping (Ottawa, Ontario, January 25, 1994, No. 94/2)

FROM THE DEPARTMENT OF FINANCE CANADA:

Minister Announces Terms of Five-Year Equalization Renewal

January 21, 1994, No. 94-010

The Minister of Finance, the Honourable Paul Martin, informed provincial and territorial ministers of finance and treasurers meeting in Montreal of the way in which the Government will propose to Parliament that the Equalization program will be renewed for five years beginning April 1, 1994. Mr. Martin said, "I told my colleagues that I will renew Equalization in a fiscally responsible manner that balances both the needs of Canadians in every province, and the need of the seven provinces which receive Equalization for planning stability over time." Current forecasts show Equalization payments will grow from \$8 billion in 1993-94 to \$10.4 billion by 1998-99. This represents average annual growth of more than five percent. "These increases do not establish any precedent for other expenditures," the Minister said. "Equalization is very different from other major federal transfer programs. It is the fundamental program for reducing fiscal disparities among the provinces."

Tax Treaty Negotiations: The Republic of Mauritius

January 20, 1994, No. 94-009

Finance Minister Paul Martin announced that negotiations for the conclusion of an income tax treaty between Canada and the Republic of Mauritius will be held in January 1994. The purpose of this release is to ensure that persons whose interests are affected have an opportunity to inform the government of any particular issues of double taxation which might be resolved in Canada's tax treaties. The Government is particularly interested in learning of any difficulties encountered by Canadians under the Mauritius tax system, so that these issues may be taken into account in preparing for negotiations. Comments can be sent to the Department of Finance, Tax Policy and Legislation Branch, L'Esplanade Laurier, 140 O'Connor St., 17th Floor, Ottawa, Ontario, K1A 0G5.

UPCOMING EVENTS:

- | | |
|----------------------|--|
| January 27-30, 1994: | World Economic Forum (Davos, Switzerland) |
| March 1994: | Inter-American Development Bank Annual Meeting (Guadalajara) |
| June 5-11, 1994: | OAS Annual Assembly (Belem, Brazil) |

Additional copies of the above documents can be ordered through the Department of Foreign Affairs and International Trade at (613) 944-4000 or toll-free at 1-800-267-8376. "This Week in Trade and Foreign Policy/Le commerce et la politique étrangère cette semaine" is produced weekly by the Communications Bureau of the Department of Foreign Affairs and International Trade.